

**L'hon. M. Pickersgill:** Monsieur le président, l'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

**M. Fairweather:** Très volontiers.

**L'hon. M. Pickersgill:** Ai-je bien entendu l'honorable député dire que la chose devait être soumise au Parlement? Bien entendu, c'est inexact. Les crédits vont être votés avec le bill à l'étude et pourront être dépensés avec l'approbation du Conseil du Trésor.

**M. Fairweather:** Monsieur le président, je sais gré à l'honorable député d'avoir apporté cette rectification. Il va de soi qu'il a surpris sur mes lèvres une déclaration inexacte. Je voulais parler du gouvernement. Je confonds parfois gouvernement et Parlement. C'est un problème des députés de second plan. Il y a aussi des écrivains qui ont discuté de la question. Il y a d'autres moments où nous pourrions approfondir la nature du gouvernement et celle du Parlement. Mais puisque nous sommes en train de débattre le fonds de 100 millions de dollars, je ferai une déclaration tout à fait motivée, à mon avis. Je promets de ne rien cataloguer. Toutefois, je dirai qu'il y a lieu d'attribuer au très honorable John Diefenbaker le mérite d'avoir su reconnaître le problème. C'est la première fois dans l'histoire de notre pays, et je m'arrête ici pour rendre également hommage aux autres gouvernements depuis la Confédération. Mais c'est lui qui, pour la première fois, en tant que chef du gouvernement, a reconnu le problème particulier qui se posait et a tâché d'y remédier en recourant à des remèdes spéciaux. J'ai été fort heureux d'entendre le secrétaire d'État dire qu'il continuait l'œuvre commencée. Mais cette œuvre, c'est l'ancien gouvernement qui l'a commencée pour aider plus spécialement la région en cause.

On s'est, évidemment, d'abord rendu compte des réalités dans les provinces atlantiques. Il y avait la nécessité urgente de lui fournir de grandes quantités de courant électrique, et dans le premier discours du trône de l'ancien gouvernement, figurait une disposition à cette fin. Cette phrase est ensuite devenue statut, ce qui a permis de consentir un prêt à l'entreprise d'énergie de Beechwood, et, de là, nous avons passé à la loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique. Je vois, aujourd'hui, même dans ma propre circonscription, les résultats de l'application de cette loi, qui a permis un prêt fédéral annoncé l'autre jour par le distingué ministre des Pêcheries comme une de ses réalisations. Il a oublié de dire dans son communiqué qu'en avait pris l'initiative. Nous avons, en tout cas, une usine thermique au charbon qui fournit tout le courant nécessaire pour faire progresser

[M. Fairweather.]

l'économie des provinces Maritimes. Il s'agissait de lois spécialement destinées à répondre à certains besoins.

Évidemment, nous avons eu un investissement massif de capitaux grâce aux octrois de rajustement aux provinces atlantiques. Cette question a été discutée à maintes reprises. Toutefois, je crois que lorsque nous songeons à modifier la présente loi, nous devons replacer les choses dans leur véritable contexte et nous rappeler, pour reprendre l'expression du secrétaire d'État, l'échelle posée par le gouvernement précédent. Si le secrétaire d'État veut y grimper, Dieu lui soit en aide; j'espère que son ascension sera agréable.

Évidemment, le soir du budget, la caisse de 100 millions a subi un revers grave parce que les producteurs de charbon et de bois, ainsi que ceux qui s'intéressent à l'industrie secondaire dans les provinces atlantiques, devaient envisager une taxe de vente de 11 p. 100, qui a été modifiée hier soir.

**M. le président:** A l'ordre! J'hésite à interrompre le député, mais je crois qu'il doit se rendre compte qu'à l'article 1 nous ne pouvons pas avoir une discussion aussi large qu'à l'étape de la résolution. La discussion doit du moins se limiter au bill. Je sais très bien—et je ne rends pas de décision à ce sujet—que ces questions intéressent le député, mais je lui conseillerais autant que possible de limiter ses observations au bill dont nous sommes présentement saisis.

**M. Fairweather:** Merci, monsieur le président, mais nous parlions du fonds et je disais de façon générale que le soir de la présentation du budget, le fonds était solvable mais qu'un fonds qui pouvait suffire le 12 juin n'était plus assez élevé maintenant que le coût de tout ce que nous entreprenions dans les provinces atlantiques avait augmenté. Je disais que le quatrième chapitre de la bible Gordon, ou ce que le ministre lisait hier soir, a placé les membres de l'Office d'expansion économique de la région atlantique dans un grave dilemme car ce qui était auparavant une réalité concrète est devenu un rêve des libéraux. Toutefois, si mes propos ne sont pas pertinents, je vais m'en tenir strictement au fonds. C'était l'idée générale, cependant. J'allais dire que pour quelques mois, le fonds ne devrait pas être de 100 millions mais de 4 p. 100 de plus jusqu'au 31 mars prochain, date à laquelle, suivant la communication d'hier soir, nous devrons y ajouter encore 8 p. 100 de plus.

**M. le président:** Je comprends que le député veuille introduire dans son discours des considérations qui d'après moi ne se rapportent pas au fond du bill. Toutefois, je lui